



HAL
open science

La pandémie, révélateur d'une crise sociale et sociétale profonde

Bénédicte Corvaisier-Drouard, Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Bénédicte Corvaisier-Drouard, Jacques Fontanel. La pandémie, révélateur d'une crise sociale et sociétale profonde: de la main invisible et égoïste à la main généreuse et solidaire. France Forum, 2020, Le monde d'après, 77. hal-02919417

HAL Id: hal-02919417

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02919417>

Submitted on 22 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La pandémie, un révélateur d'une crise sociale et sociétale profonde

BENEDICTE CORVAISIER-DROUART
JACQUES FONTANEL

FRANCE FORUM, JUILLET 2020.

De la main invisible et égoïste à la main généreuse et solidaire.

Le choc pandémique de la Covid-19 met en évidence les failles du système économique globalisé, il affaiblit encore les rouages déjà grinçants du consensus social. Sa violence jette un éclairage cru sur l'incapacité des marchés internationaux à s'autoréguler, la permanence des conflits interétatiques, la dégradation des services publics essentiels et les inégalités sociétales des revenus, des patrimoines et des pouvoirs des citoyens.

ECONOMIE DE MARCHÉ ET GUERRE ECONOMIQUE. Le marché libre et globalisé, fondé sur l'intérêt individuel, ne conduit pas à l'optimum économique et social. La spéculation internationale généralisée s'est exercée sans contrainte en vue de privilégier la rentabilité des actifs financiers de court terme, pompant ainsi, à son profit, une part croissante de la valeur ajoutée mondiale. Or, un pays ne se gère pas comme une entreprise, car les règles régaliennes comprennent la protection des citoyens¹. La pandémie a révélé les failles du modèle actuel d'économie de marché, présenté pourtant comme un indépassable politique.

Elle est un révélateur de la croissance des inégalités. Depuis 1980, la croissance a bénéficié aux actionnaires, propriétaires et dirigeants, ils se sont même appropriés la plus grande partie du surplus de la croissance, sans égard pour les plus pauvres, lesquels, aux Etats-Unis, ont subi, depuis dix ans, une baisse de leur l'espérance de vie. Le confinement et la pandémie ont révélé l'autre face du rêve américain, avec son lot de chômeurs, l'essor de la précarité et de la misère.

La pandémie accroît de nouvelles dépendances. Les réseaux interconnectés sont gérés par quelques opérateurs privés (Gafam²) peu intéressés par l'intérêt général. Avec l'essor du télétravail, la dépendance du monde à leur égard devient particulièrement inquiétante.

Le ver est dans le fruit. Les Etats des « paradis fiscaux » commercialisent leur souveraineté en offrant aux firmes multinationales des avantages fiscaux importants. C'est le triomphe des intérêts privés, qui utilisent les services et les infrastructures publics en évitant autant que possible de contribuer à leur financement. Les Etats sont alors affaiblis par un endettement qui va grever le potentiel de réaction collective face au danger pandémique³.

Les réponses à la crise encouragent la puissance du système financier. Les banques centrales injectent des liquidités monétaires pour relancer l'économie. Cette solution favorise les intérêts privés des banques et des actionnaires, à nouveau maîtres du jeu. L'effort budgétaire est préférable, car il peut être ciblé directement sur les secteurs prioritaires et sur les ménages. Dans une Europe aussi désunie qu'unie, les réponses apportées sont-elles porteuses des changements de modèle que les citoyens appellent de leurs vœux ?

La sécurité nationale n'est pas seulement une affaire militaire, elle comprend aussi les secteurs de la santé, de l'éducation, des risques industriels ou de la protection des ressources naturelles. Les autorités publiques ont oublié que les produits et les services essentiels à la survie des hommes (alimentation, médicaments, protection civile) doivent toujours être disponibles à l'intérieur du pays, soit en stock, soit en capacité immédiate de production. Il en va de même de la maîtrise des

1. Jacques Fontanel, « La globalisation atteinte du coronavirus ». ThucyBlog n° 30, 2020.

2. Acronyme pour Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft.

3. Voir des auteurs « For a General Concept of Economic and Human Security », in Renaud Bellais (sous la direction), *The Evolving Boundaries of Defence. An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald Publishing Limited, Bingley 2014.

technologies vitales (notamment numériques). En cas de menace de cyberattaques, comment l'Union européenne peut-elle se protéger de la puissance des Gafam au service des États-Unis ou des *malware* en provenance de Russie ou de Chine ?

L'amitié entre les peuples s'évanouit souvent dans les conflits d'intérêts économiques et les rapports de puissance. Les organisations internationales sont impuissantes à réduire la violence des rapports interétatiques et à harmoniser les actions collectives en faveur de la santé publique, de l'éducation ou de la pauvreté. La Chine déploie un capitalisme aux ordres de l'Etat, sans respect pour les droits de l'homme, et la nouvelle doctrine des Etats-Unis répond au slogan « *America First* ». Les gouvernements des pays membres de l'Union européenne n'ont toujours pas de solidarité commune bienveillante. Les intérêts nationaux égoïstes restent la règle. Une pandémie exige des actions collectives désintéressées, une solidarité que les Etats, dominés par des intérêts privés, ont peine à promouvoir.

Les Etats ont pour objectif déclaré l'essor de leur produit intérieur brut (PIB), sans en mesurer le contenu de pollution, de violence au travail, d'inégalités sociales et en sous-estimant l'apport social des services publics, du bénévolat ou du travail domestique. Le pouvoir appartient aux privilégiés fortunés, qui disposent d'importants moyens financiers, contrôlent l'information et les cénacles culturels, éducatifs, administratifs et politiques et exercent un lobbying constant dans toutes les instances des pouvoirs politiques. À terme, cette démocratie à forts relents ploutocratiques pourrait être violemment contestée.

LE CATASTROPHISME ECLAIRE. La catastrophe écologique est en marche, proche du *tipping point* (point de basculement). Le système économique libéral est incapable de prendre les mesures radicales qui s'imposent, du fait de la croyance quasi mystique dans le progrès scientifique, des intérêts des privilégiés du système ou du renoncement des « gens de peu » (Léo Ferré). « La catastrophe a ceci de terrible que non seulement on ne croit pas qu'elle va se produire [...], mais qu'une fois qu'elle s'est produite elle apparaît comme relevant de l'ordre normal des choses⁴. ». Au fond, face au changement climatique, à la pollution des océans et aux aléas de l'énergie nucléaire, du génie génétique ou des pandémies, l'humanité anticipe les catastrophes potentielles, mais la prévention échoue parce que les procédures qui permettent d'éviter le pire nous projettent dans un monde possible, mais lointain et non actualisé. La diminution des réserves de pétrole ne doit plus préoccuper l'espace politique, car elles devraient rester sous terre si l'on veut éviter les pires scénarios d'émissions de gaz à effet de serre.

Le « catastrophisme éclairé » suppose que l'homme se trouve dans le scénario du pire comme s'il était certain. Il s'agit d'anticiper la rétroactivité du jugement pour trouver un lien résilient entre le présent et l'avenir et échapper à la tendance récurrente des politiques étatiques à reproduire à l'identique les choix guidés par les intérêts économiques dominants.

Le bien commun non marchand n'est toujours pas protégé contre la violence cupide de la rentabilité financière. Les inégalités de vie des personnes en situation de confinement ont souligné l'importance des inégalités sociales. Les révoltes de l'après-crise sont probables, contre la globalisation économique, les maltraitances sociétales et l'essor des précarités destructrices du bien-être collectif. Pour les éviter, il faudra développer un système de redistribution par l'impôt satisfaisant, créer un revenu d'existence pour lutter contre la précarité, prévoir l'autonomie nationale sans promouvoir l'autarcie, redonner un sens collectif et solidaire à l'Europe et changer les infrastructures qui ouvrent la voie à toutes les pollutions. Les conflits sociaux, déjà forts avant la pandémie, reviendront encore plus forts si la précarité devient la norme sociale d'un capitalisme oublieux de ses errements passés.

Bibliographie

Dupuy, J-P. (2004), *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, « Points Essais », Seuil, 2004.

4. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, « Points Essais », Seuil, 2004.

Fontanel, J. (2020), « La globalisation atteinte du coronavirus ». ThucyBlog n° 30, 2020.

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2016), « For a General Concept of Economic and Human Security », in Renaud Bellais (sous la direction), *The Evolving Boundaries of Defence. An Assessment of Recent Shifts in Defence Activities*, Emerald Publishing Limited, Bingley 2014.